

QUATAERT Walter	Lepelstraat 1	1910 BERG
REMAUT Han	Bergstraat 7	9921 VINDERHOUTE
SCHEPENS J.-Ph.	Cervanteslaan 10	8420 DE HAAN
SMETS Ludo	Baron E. Descamps laan 64	3018 WIJGMAAL
SMETS Philippe	Slachthuisstraat 81	3300 TIENEN
STASSIN Pierre	Drève du Duc 55	1170 BRUXELLES
STEVENS Laurent	Berggat 2	9890 SEMMERZAKE
VAN BREEDAM Kristof	Rijnamssesteenweg 71	3150 HAACHT
VAN GASSE Willy	Melkaderlaan 91	9120 BEVEREN (Kallo)
VAN HOVE Johan	Achterlee 35	2460 LICHTAART
VAN HUFFEL Daniël	Wilgenstraat 42	2860 ST. KATELIJNE WAVER
VAN KERCKHOVEN Jos	Truchelven 10	2260 WESTERLO
VANPRAET Jurgen	Brugsesteenweg 100	8460 ROKSEM
VAN WEERT Marcel	Kesselsesteenweg 25 bus 3	2500 LIER
VERLINDEN Rudy	Kleirijt 62	2330 MERKSPLAS
VERMEULEN Leon	Pevernagestraat 71	8530 HARELBEKE
VERSTRAETEN Frans	Opitterkiezel 205	3960 BREE
WUYTS Sylvain	Kleistraat 7	2220 HEIST -OP-DEN-BERG

Bruxelles, le 19 juillet 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi,
Th. KELCHTERMANS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 95 — 3000

[S — C — 29552]

28 AOUT 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, supérieur de type court et artistique officiels subventionnés

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, modifiée en dernier lieu par le décret de la Communauté française du 22 décembre 1994;

Vu le décret de la Communauté française du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire à horaire réduit;

Vu le décret de la Communauté française du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, modifié par le décret du Gouvernement de la Communauté française du 10 avril 1995;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 1995;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 1995;

Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements d'enseignement moyen ou d'enseignement normal officiels subventionnés, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 1993;

Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale, modifié en dernier lieu par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1er février 1993;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour la fonction de professeur de cours généraux, professeur de cours techniques et professeur de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire supérieur, dispensé dans les instituts techniques de l'Etat dont la langue de l'enseignement est la langue française, modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 31 mars 1981;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour les fonctions de professeur de cours généraux, professeur de cours techniques et professeur de pratique professionnelle dans les écoles techniques secondaires inférieures et les écoles professionnelles secondaires inférieures dont la langue de l'enseignement est la langue française, modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 24 mai 1977;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour la fonction de professeur de cours généraux dans les écoles normales primaires dont la langue de l'enseignement est la langue française, modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 30 avril 1970;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour la fonction de professeur de cours généraux dans les écoles normales gardiennes dont la langue de l'enseignement est la langue française;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour la fonction de professeur de cours généraux, pour la fonction de professeur de cours techniques (autres spécialités) et pour la fonction de professeur de pratique professionnelle (autres spécialités) dans l'enseignement secondaire supérieur, dispensé dans les athénées royaux dont la langue de l'enseignement est la langue française, modifié en dernier lieu par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 août 1992;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour les fonctions de professeur de cours généraux et de cours techniques et de pratique professionnelle dans les écoles moyennes, au degré inférieur des lycées et athénées royaux, dans les sections d'études techniques secondaires inférieures et dans les sections d'études professionnelles secondaires inférieures, annexées aux établissements d'enseignement moyen dont la langue de l'enseignement est la langue française, modifié en dernier lieu par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 août 1992;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu le protocole de négociation du 4 août 1995, du Comité des Services publics provinciaux et locaux, section 2;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 notamment l'article 3, modifiées par les lois des 8 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence,

Considérant que les mises en disponibilité par défaut d'emploi et les réaffectations en découlant doivent être réalisées en début d'année scolaire; qu'afin de permettre aux pouvoirs organisateurs de prendre les dispositions qui s'imposent en temps utile, il importe d'adopter sans tarder la réglementation en ces matières;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé et du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent :

1° aux Pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement secondaire ordinaire et spécial, supérieur de type court et artistique officiels subventionnés;

2° aux emplois subventionnables de ces établissements;

3° aux membres du personnel subventionné de ces établissements qui exercent une fonction principale à prestations complètes ou incomplètes et qui sont nommés à titre définitif, sauf pour ce qui est précisé à l'article 5, § 1er, 2°;

4° aux catégories :

- du personnel directeur et enseignant;
- du personnel auxiliaire d'éducation;
- du personnel psychologique;
- du personnel social;
- du personnel paramédical.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

§ 1er. Mise en disponibilité par défaut d'emploi :

mesure résultant d'une suppression totale d'un emploi à prestations complètes ou incomplètes. Lorsque l'expression "mise en disponibilité" est utilisée sans autre précision, elle couvre les situations décrites au présent paragraphe et au paragraphe deux.

§ 2. Perte partielle de charge :

mesure résultant d'une diminution du nombre de périodes au sein de la charge exercée par un membre du personnel.

§ 3. Mesures préalables à la mise en disponibilité : toutes mesures telles que précisées à l'article 5 et qui ont pour effet d'éviter une mise en disponibilité chez un membre du personnel nommé à titre définitif.

§ 4. Réaffectation : rappel en service d'un agent mis en disponibilité. Ce rappel en service doit s'effectuer dans un emploi d'une fonction pour laquelle l'agent est nommé à titre définitif ou pour laquelle il a le titre requis, et dans ce dernier cas :

- appartenant à la même catégorie : personnel directeur et enseignant; personnel auxiliaire d'éducation; personnel psychologique; personnel social; personnel paramédical;
- de même nature : fonction de recrutement; fonction de sélection; fonction de promotion;
- appartenant au même niveau en ce qui concerne le personnel directeur et enseignant;
- procurant une rémunération au moins égale à la rémunération de la fonction dans laquelle le membre du personnel perd tout ou partie de sa charge, même si les prestations requises pour former des fonctions à prestations complètes ne sont pas les mêmes dans les deux fonctions.

La réaffectation est interne quand elle a pour effet de rappeler en service un membre du personnel au sein de son propre Pouvoir organisateur.

Elle est externe quand elle a pour effet de rappeler en service un membre du personnel au sein d'un autre Pouvoir organisateur que celui qui l'a mis en disponibilité. Cette réaffectation peut être effectuée entre Pouvoirs organisateurs ou par la Commission de réaffectation.

La réaffectation est définitive quand elle a pour objet de mettre fin immédiatement à la mise en disponibilité; elle est temporaire dans le cas contraire.

§ 5. Rappel provisoire à l'activité : rappel en service d'un membre du personnel en disponibilité, dans un emploi d'une autre fonction de la même catégorie et dans d'autres conditions que celles qui président à la réaffectation.

§ 6. Emploi vacant accessible à la réaffectation : tout emploi qui n'est pas attribué à un membre du personnel nommé à titre définitif, admissible au régime des subventions de la Communauté et pour lequel une demande de subvention-traitement a été introduite.

§ 7. Emploi non vacant accessible à la réaffectation : tout emploi dont le titulaire est un membre du personnel nommé à titre définitif momentanément éloigné du service ou tout emploi créé pour une durée limitée à la fin de l'année scolaire.

§ 8. Fonction : la fonction telle que précisée :

— dans la loi du 7 juillet 1970, relative à la structure générale de l'enseignement supérieur modifiée en dernier lieu par le décret du Gouvernement de la Communauté française du 22 décembre 1994;

— par le décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire à horaire réduit;

— par l'arrêté de l'Exécutif du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 1995;

— par l'arrêté de l'Exécutif du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et les internats dépendant de ces établissements modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 1995;

— par l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour la fonction de professeur de cours généraux, professeur de cours techniques et professeur de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire supérieur, dispensé dans les instituts techniques de l'Etat dont la langue de l'enseignement est la langue française, modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 31 mars 1981;

— par l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour les fonctions de professeur de cours généraux, professeur de cours techniques et professeur de pratique professionnelle dans les écoles techniques secondaires inférieures et les écoles professionnelles secondaires inférieures dont la langue de l'enseignement est la langue française, modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 24 mai 1977;

— par l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour la fonction de professeur de cours généraux dans les écoles normales primaires dont la langue de l'enseignement est la langue française, modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 30 avril 1970;

— par l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour la fonction de professeur de cours généraux dans les écoles normales gardiennes dont la langue de l'enseignement est la langue française;

— par l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour la fonction de professeur de cours généraux, pour la fonction de professeur de cours techniques (autres spécialités) et pour la fonction de professeur de pratique professionnelle (autres spécialités) dans l'enseignement secondaire supérieur, dispensé dans les athénées royales dont la langue de l'enseignement est la langue française, modifié en dernier lieu par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 août 1992;

— par l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour les fonctions de professeur de cours généraux et de cours techniques et de pratique professionnelle dans les écoles moyennes, au degré inférieur des lycées et athénées royales, dans les sections d'études techniques secondaires inférieures et dans les sections d'études professionnelles secondaires inférieures, annexées aux établissements d'enseignement moyen dont la langue de l'enseignement est la langue française, modifié en dernier lieu par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 août 1992;

— par l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensés dans les établissements d'enseignement moyen, d'enseignement normal officiel subventionné, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 1993;

— par l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale, modifié en dernier lieu par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1er février 1993;

CHAPITRE II. — Obligations des Pouvoirs organisateurs

Section 1. — Notification des mises en disponibilité et des emplois vacants

Art. 3. § 1er. Tout Pouvoir organisateur est tenu de notifier pour agrégation au service compétent du Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation, en la motivant, toute décision par laquelle il place un membre de son personnel en disponibilité pour toute fonction telle que spécifiée à l'article 2, § 8.

Cette notification qui signale le caractère de l'enseignement dispensé, doit être visée pour information, par le membre du personnel intéressé qui y formule ses remarques et y mentionne des réserves, s'il échet.

Elle est accompagnée d'une demande du membre du personnel tendant à bénéficier d'une subvention-traitement d'attente.

La notification doit être adressée au service compétent par pli recommandé dans les quarante jours qui suivent la date à laquelle se produit la perte d'emploi.

Le Pouvoir organisateur perd le bénéfice de la subvention-traitement pour tout membre du personnel dont il ne notifierait pas la mise en disponibilité.

§ 2. Le Ministre compétent ou son délégué agréé les mises en disponibilité qui s'effectuent suivant les règles fixées au présent arrêté. Aucune décision n'est agréée si elle est notifiée par le Pouvoir organisateur après le délai prévu au § 1er.

Toutefois, le Ministre ou son délégué peut, dans des circonstances exceptionnelles et sur demande dûment motivée, déroger à ce délai.

§ 3. Tout Pouvoir organisateur est tenu de notifier au service précisé au § 1er et selon les mêmes modalités les pertes partielles de charge. Le Ministre ou son délégué reconnaît les pertes partielles de charge.

§ 4. Le membre du personnel est mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge au premier jour de la rentrée scolaire ou académique ou à la date à laquelle il aurait repris ses fonctions s'il n'avait pas été remplacé dans son emploi en application de la réglementation en vigueur en matière de disponibilité et de congé. Par dérogation à l'alinéa 1er, les mises en disponibilité sont prononcées au 1er octobre dans l'enseignement spécial, dans l'enseignement à horaire réduit, et dans l'enseignement secondaire ordinaire pour les situations générées par le comptage ou le recomptage à la date du 1er octobre.

§ 5. Les mises en disponibilité visant des prestations qui se situent au-delà d'une fonction à prestations complètes ne sont pas agréées.

§ 6. Sont susceptibles d'être agréées les mises en disponibilité qui découlent d'une diminution de la population scolaire ou qui sont la conséquence d'une décision prise par le Pouvoir organisateur concernant l'organisation de son enseignement, y compris la suppression d'un établissement pour autant que cette suppression soit justifiée par l'application d'une mesure de rationalisation ou autorisée par le Gouvernement.

Art. 4. Tout Pouvoir organisateur est tenu de communiquer aux Commissions de réaffectation selon les modalités fixées par le Ministre :

1° la liste des membres du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclarés en perte partielle de charge.

2° la liste des emplois occupés par les membres du personnel temporaire qui ne sont pas soustraits à la réaffectation au sens de l'article 16.

Section 2. — Mesures préalables à la mise en disponibilité

Art. 5. § 1er. Un Pouvoir organisateur ne place un membre de son personnel en disponibilité par défaut d'emploi ou ne le déclare en perte partielle de charge qu'après avoir, le cas échéant, parmi l'ensemble du personnel des établissements qu'il organise sur le territoire de la même commune, et dans l'ordre indiqué :

1° réduit les prestations des membres de son personnel qui exercent la même fonction jusqu'au nombre de périodes exigé pour une fonction à prestations complètes;

2° mis fin aux prestations des membres de son personnel qui exercent la même fonction à titre accessoire.

3° mis fin aux prestations des membres de son personnel exerçant la même fonction qui ont atteint l'âge de 65 ans;

4° mis fin aux prestations des membres de son personnel qui exercent la même fonction en qualité de temporaires non prioritaires.

5° mis fin aux prestations des membres du personnel mis en disponibilité par un autre Pouvoir organisateur et qu'il a rappelé provisoirement à l'activité;

6° mis fin aux prestations des membres de son personnel qu'il a mis en disponibilité et qu'il a rappelés provisoirement à l'activité, en procédant dans l'ordre inverse des opérations prévues respectivement à l'article 13 d'abord, à l'article 12 ensuite;

7° mis fin aux prestations des membres de son personnel qui exercent la même fonction en qualité de temporaires prioritaires dans l'ordre inverse de leur classement;

8° mis fin aux prestations des membres du personnel mis en disponibilité par un autre Pouvoir organisateur et qu'il a réaffectés;

Pour l'application de l'alinéa précédent, en ce qui concerne les établissements situés sur le territoire de la même commune, il y a lieu d'opérer une distinction entre l'enseignement ordinaire, l'enseignement spécial, l'enseignement de plein exercice, l'enseignement de promotion sociale, l'enseignement à horaire réduit.

Par même fonction, il y a lieu d'entendre la fonction telle que spécifiée à l'article 2, § 8.

§ 2. Après avoir effectué les mesures visées au § 1er, le Pouvoir organisateur qui est amené à réduire la charge d'un membre du personnel nommé à plusieurs fonctions, doit, avant de le mettre en disponibilité dans la fonction où il y a perte d'heures, lui attribuer des heures dans la(les) autre(s) fonction(s) où il bénéficie d'une nomination. Toutefois cette opération ne peut s'effectuer qu'à condition que cette (ces) fonction(s) :

— appartient(nent) à la même catégorie;

— soit(ent) de même nature;

— appartient(nent) au même niveau en ce qui concerne le personnel directeur et enseignant;

— procure(nt) une rémunération au moins égale à la rémunération de la fonction dans laquelle le membre du personnel perd tout ou partie de sa charge même si les prestations requises pour former les fonctions à prestations complètes ne sont pas les mêmes dans les deux fonctions.

Par ailleurs, la récupération des heures dans les dites fonctions s'effectue dans le respect de l'ordre indiqué au § 1er ci-dessus et de l'ancienneté de service parmi les membres du personnel nommés à titre définitif concernés.

§ 3. La fonction de professeur de langues anciennes (latin-grec) dispensée aux degrés inférieurs et/ou supérieurs de l'enseignement secondaire est présumée s'exercer aux deux niveaux lorsque tous les titulaires de cette fonction au sein d'un établissement sont porteurs du titre requis.

Pour les professeurs de langues anciennes (latin-grec) dans les établissements où les titulaires de la fonction visée ne sont pas tous porteurs du titre requis pour l'exercice de celle-ci, les mesures préalables à la mise en disponibilité et la mise en disponibilité s'effectuent par niveau.

Toutefois les membres du personnel nommés à titre définitif qui sont porteurs du titre requis acquièrent le droit de récupérer dans l'autre niveau des cours de latin ou de grec au détriment de membres du personnel porteurs ou non du titre requis à condition que ces derniers possèdent une ancienneté de service moins élevée.

§ 4. Pour les cours de l'enseignement secondaire qui ne relèvent pas des arrêtés du 22 avril et 30 avril 1969 précités, les dispositions prévues aux §§ 1er et 2 ne s'appliquent pas si le membre du personnel qui enseigne la branche et qui doit céder son emploi par l'application de ces mesures peut justifier d'une compétence particulière.

Justifie d'une compétence particulière pour conserver le cours qu'il enseigne, le membre du personnel temporaire qui :

— a dispensé ce cours pendant la durée nécessaire pour que l'emploi soit soustrait à la réaffectation;

— ou qui, ne possédant pas cette ancienneté, peut justifier d'une formation spécifique ou complémentaire certifiée.

Indépendamment de ce qui précède, le membre du personnel nommé à titre définitif n'est pas tenu d'accepter l'offre d'emploi dans la branche ou la fonction visée ci-dessus.

Dans ce cas, il notifie par écrit son refus au Pouvoir organisateur.

Section 3. — Mise en disponibilité par défaut d'emploi et perte partielle de charge.

Art. 6. § 1er. Parmi les membres du personnel nommés à titre définitif qui exercent une ou des fonction(s) à titre principal, est mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge, parmi les membres du personnel exerçant la ou les dites fonction(s) dans l'ensemble des établissements que le Pouvoir organisateur organise sur le territoire de la même commune, celui qui possède l'ancienneté de service la moins élevée.

Dans tous les cas où il y a égalité d'ancienneté de service, c'est l'ancienneté de fonction qui est prise en considération. En cas d'égalité d'ancienneté de service et d'ancienneté de fonction, c'est le membre du personnel le plus jeune qui est mis en disponibilité.

En ce qui concerne les établissements situés sur le territoire de la même commune, il y a lieu d'opérer une distinction entre l'enseignement ordinaire, l'enseignement spécial, l'enseignement de plein exercice, l'enseignement de promotion sociale, l'enseignement à horaire réduit.

§ 2 Aussi longtemps que les actes de nomination sont encore formulés sans précision de niveau ou de spécificité, il y a lieu de se référer, pour déterminer qui doit être mis en disponibilité, aux attributions exercées par les membres du personnel au 31 décembre 1994, conformément à l'article 100, § 1er du décret du 6 juin 1994 précité.

Art. 7. § 1er. L'ancienneté de service visée aux articles 5 et 6 comprend tous les services subventionnés par la Communauté française, et rendus à titre temporaire ou définitif dans les établissements relevant du Pouvoir organisateur, ainsi que les périodes non rémunérées assimilées à l'activité de service, dans l'ensemble des catégories du personnel directeur et enseignant, auxiliaire d'éducation, social, psychologique ou paramédical.

§ 2 L'ancienneté de fonction visée aux articles 5 et 6 comprend tous les services subventionnés par la Communauté française et rendus à titre temporaire ou définitif dans la fonction en cause dans l'enseignement relevant du Pouvoir organisateur, ainsi que les périodes non rémunérées assimilées à l'activité de service.

Section 4. — Réaffectation

Art. 8. § 1er. La réaffectation définitive doit être effectuée en priorité avant la réaffectation temporaire.

Elle ne se conçoit qu'au sein du Pouvoir organisateur et dans tout emploi vacant d'une fonction pour laquelle le membre du personnel bénéficie d'une nomination à titre définitif.

§ 2. La réaffectation temporaire s'effectue :

1° au sein du Pouvoir organisateur :

— dans tout emploi non vacant de la fonction pour laquelle le membre du personnel bénéficie d'une nomination à titre définitif;

— dans tout emploi vacant ou non vacant d'une autre fonction que celle(s) pour la(les)quelle(s) il bénéficie d'une nomination à titre définitif mais pour laquelle il possède le titre requis;

2° au sein d'un autre Pouvoir organisateur que celui qui l'a mis en disponibilité, dans tout emploi vacant ou non vacant d'une des fonctions visées sub 1°.

La réaffectation temporaire ne peut toutefois conduire à l'obligation, pour le membre du personnel, d'accepter un emploi vacant ou non vacant dans l'enseignement spécial, dans l'enseignement de promotion sociale ou dans l'enseignement à horaire réduit.

Art. 9. Le Pouvoir organisateur qui a satisfait aux mesures visées aux articles 5 et 6 et qui dispose d'un ou de plusieurs emploi(s) vacants doit le(les) attribuer en réaffectation définitive aux membres du personnel qu'il a mis en disponibilité ou déclaré en perte partielle de charge selon l'ordre de priorité suivant :

a) dans un emploi de la fonction qui fait l'objet de leur mise en disponibilité;

b) dans toute autre fonction à laquelle ils sont nommés.

Par ailleurs, la réaffectation définitive visée ci-dessus doit s'effectuer d'abord dans tout établissement qu'il organise à une distance de 25 km au maximum du domicile de l'agent, ensuite dans tout établissement situé au-delà de la limite des 25 km, pour autant que le membre du personnel en ait exprimé le souhait par écrit avant le 30 juin de l'année scolaire précédant celle pendant laquelle se réalisera sa mise en disponibilité.

Art. 10. § 1er. Le Pouvoir organisateur qui a satisfait aux obligations visées à l'article 9 et qui dispose d'un emploi vacant d'une fonction pour laquelle un membre du personnel qu'il a mis en disponibilité possède un titre requis doit lui offrir cet emploi en réaffectation temporaire selon le même ordre de priorité géographique que celui précisé à l'article 9.

§ 2. Après avoir satisfait aux obligations visées au § 1er, le Pouvoir organisateur qui dispose encore d'emplois non vacants de la fonction :

— dans laquelle le membre du personnel est mis en disponibilité;

— dans toute autre fonction à laquelle il est nommé conformément au décret;

— dans toute autre fonction pour laquelle l'intéressé possède le titre requis,

doit offrir ces emplois au membre du personnel visé ci-dessus et selon l'ordre de priorité ci-après :

1° dans tout emploi non vacant qui se trouve à moins de 25 km du domicile de l'agent en commençant par les emplois de la fonction dans laquelle le membre du personnel a été mis en disponibilité;

2° dans tout emploi non vacant qui se trouve au-delà de la limite des 25 km du domicile de l'agent pour autant que ce dernier en ait exprimé préalablement le souhait comme prévu à l'article 9, en commençant par les emplois de la fonction dans laquelle le membre du personnel a été mis en disponibilité.

§ 3. Lorsqu'il a mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge plusieurs personnes dans la même fonction, le Pouvoir organisateur doit, pour l'application des dispositions précisées à la présente section et en respectant les ordres de priorité fixés, réaffecter définitivement ou temporairement selon le cas celle qui a la plus grande ancienneté de service et, en cas d'égalité d'ancienneté de service, celle qui a la plus grande ancienneté de fonction.

En cas d'égalité d'ancienneté de service et de fonction, la priorité revient au membre du personnel le plus âgé. Cette obligation ne concerne toutefois que les fonctions de recrutement.

§ 4. Si les Pouvoirs organisateurs disposent de plusieurs emplois dans une même fonction, ils sont tenus de confier par priorité les emplois vacants, et à défaut d'une telle possibilité, les emplois non vacants de la plus longue durée.

Section 5. — Reconduction des réaffectations

Art. 11. § 1er. Les réaffectations externes effectuées au cours d'une année scolaire par les Pouvoirs organisateurs ou par les Commissions de réaffectation sont reconduites l'année scolaire suivante.

§ 2. La charge reconduite du membre du personnel réaffecté sera étendue d'office par le Pouvoir organisateur dans tous les cas où l'accroissement des prestations est possible jusqu'à concurrence du nombre de périodes faisant l'objet d'une mise en disponibilité.

§ 3. Toute réaffectation est reconduite chaque année aussi longtemps que le membre du personnel n'a pas acquis 600 jours d'ancienneté au service du Pouvoir organisateur auprès duquel il a été réaffecté.

Ces 600 jours doivent être répartis sur trois années scolaires au moins.

Ils sont calculés conformément à l'article 34 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné.

§ 4. Il est mis fin à cette réaffectation :

- en cas de retour du titulaire de l'emploi, si la réaffectation est temporaire;
- si le Pouvoir organisateur est tenu de réaffecter entre-temps un membre de son personnel;
- si le Pouvoir organisateur qui a mis en disponibilité dispose d'un emploi vacant de la même fonction et doit mettre fin à cette disponibilité;
- si le membre du personnel néglige de faire acte de candidature à la nomination dès qu'il remplit les conditions prévues au décret du 6 juin 1994 précité.

L'ancienneté dont peut se prévaloir le membre du personnel à cette occasion est l'ancienneté acquise au service du Pouvoir organisateur auprès duquel il a été réaffecté;

- si le membre du personnel ne souscrit ni ne respecte les obligations reprises aux articles 6 et 14 du décret du 6 juin 1994 précité;

Il peut également être mis fin à cette réaffectation :

- de commun accord;
- en cas de faute grave;
- sur décision de la Commission de réaffectation compétente saisie par le Pouvoir organisateur ou le membre du personnel.

Section 6. — Rappel provisoire à l'activité

Art. 12. § 1er. Tout Pouvoir organisateur qui, à l'issue des opérations visées à la section 4, n'a pu réaffecter les membres de son personnel en disponibilité doit :

1° s'il s'agit d'une fonction de recrutement, leur confier un emploi d'une fonction appartenant à la même catégorie et de même nature situé à un autre niveau d'enseignement que celui où ils ont été mis en disponibilité, pour autant qu'ils possèdent le titre requis pour l'exercice de cette fonction;

2° s'il s'agit d'une fonction de sélection ou de promotion leur confier un emploi d'une fonction de recrutement de la même catégorie pour autant qu'ils possèdent le titre requis pour l'exercice de cette fonction, ou qu'ils y aient été nommés auparavant.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, ces rappels provisoires à l'activité ne peuvent conduire un Pouvoir organisateur à devoir confier un emploi d'une fonction de sélection ou de promotion à un membre du personnel mis en disponibilité dans une fonction de recrutement, ni de confier une fonction dans l'enseignement supérieur de type court à un membre du personnel mis en disponibilité dans l'enseignement secondaire.

Elles ne peuvent conduire non plus à l'obligation pour un membre du personnel d'accepter un emploi vacant ou non vacant dans l'enseignement spécial, dans l'enseignement de promotion sociale ou dans l'enseignement à horaire réduit.

§ 2. Lorsqu'il a mis en disponibilité plusieurs personnes dans une même fonction, le Pouvoir organisateur doit, pour l'application des obligations précisées au § 1er, 1° et 2° ci-dessus et en respectant l'ordre de priorité fixé, rappeler en service celle qui a la plus grande ancienneté de service et, en cas d'égalité d'ancienneté de service, celle qui a la plus grande ancienneté de fonction.

En cas d'égalité de l'ancienneté de service et de fonction, la priorité revient au membre du personnel le plus âgé.

§ 3. Le rappel provisoire à l'activité dans un emploi vacant ne peut avoir pour effet de délier le Pouvoir organisateur de l'obligation d'annoncer cet emploi à la nomination et d'y nommer, s'il échet, au 1er novembre de l'année scolaire suivante le candidat réunissant l'ancienneté la plus élevée.

Art. 13. § 1er. Dans l'enseignement secondaire ordinaire du degré inférieur, tout Pouvoir organisateur qui n'a pu réaffecter ou rappeler provisoirement à l'activité conformément à l'article 12, un membre de son personnel titulaire d'une fonction de professeur de cours généraux et mis en perte partielle de charge peut lui attribuer les cours suivants aux conditions définies ci-après :

1° Dans la première année B et dans la deuxième année de l'enseignement professionnel :

- a) les cours d'étude du milieu naturel et humain peuvent être confiés au professeur chargé du cours de français ou du cours d'histoire;
- b) les cours d'étude du milieu scientifique et technique peuvent être confiés au professeur chargé du cours de mathématique;
- c) le cours de mathématique peut être confié au professeur chargé du cours d'étude du milieu scientifique.

2° Dans la première année A et dans la deuxième année commune :

- a) le cours de formation géographique peut être confié au professeur chargé du cours de formation scientifique;
- b) le cours de physique peut être confié au professeur chargé d'un cours de formation scientifique;

c) les cours de formation scientifique, de sciences économiques, d'initiation à la vie économique peuvent être confiés au professeur chargé du cours de mathématique.

§ 2. Tout Pouvoir organisateur qui n'a pas pu réaffecter ou rappeler provisoirement à l'activité conformément à l'article 12 un membre de son personnel mis en perte partielle de charge peut au sein de l'ensemble des établissements qu'il organise sur le territoire de la même commune, confier :

1° à tout membre du personnel nommé au degré inférieur de l'enseignement secondaire, qu'il a placé en disponibilité et qu'il n'a pu réaffecter :

— un emploi vacant dans la quatrième année d'étude de l'enseignement secondaire, faisant partie du degré supérieur, dans les branches qu'il est habilité à enseigner dans le degré où il est nommé en raison d'un titre requis ou d'un titre jugé suffisant du groupe A;

— un emploi vacant au troisième degré de l'enseignement secondaire professionnel de type I ou au cycle supérieur de l'enseignement secondaire professionnel de type II, dans une fonction de professeur de cours généraux ou de cours spéciaux dans les branches qu'il est habilité à enseigner dans le degré où il est nommé en raison d'un titre requis ou d'un titre jugé suffisant du groupe A;

2° à tout membre du personnel nommé au degré supérieur de l'enseignement secondaire, qu'il a placé en disponibilité par défaut d'emploi et qu'il n'a pu réaffecter : un emploi vacant au deuxième degré de l'enseignement de type I dans les années faisant partie du degré inférieur, ou dans les troisièmes, quatrièmes et cinquièmes années d'études du cycle inférieur de l'enseignement secondaire de type II dans les branches qu'il est habilité à enseigner dans le degré où il est nommé en raison d'un titre requis ou d'un titre jugé suffisant du groupe A;

3° avec son accord, à tout membre du personnel qu'il a placé en disponibilité par défaut d'emploi et qui n'a pu être rappelé à l'activité : tout emploi vacant dans une autre fonction de la même catégorie pour laquelle il possède le titre jugé suffisant du groupe A.

§ 3. Les dispositions reprises au présent article ne peuvent avoir pour effet d'attribuer en rappel provisoire à l'activité des périodes qui devraient être confiées à des membres du personnel ayant la qualité de temporaire prioritaire.

CHAPITRE III. — Octroi d'une subvention-traitement d'attente

Art. 14. § 1er. Les membres du personnel mis en disponibilité par défaut total d'emploi bénéficient, à leur demande, d'une subvention-traitement d'attente dans les mêmes conditions que dans l'enseignement organisé par la Communauté française.

2. Les membres du personnel en perte partielle de charge conservent à leur demande et sans limitation de durée le bénéfice de la subvention-traitement liée aux prestations qu'ils exerçaient avant d'être déclarés en perte partielle de charge.

§ 3. Tout membre du personnel réaffecté ou rappelé provisoirement à l'activité, retrouve la subvention-traitement d'activité correspondant aux prestations qu'il exerçait avant sa mise en disponibilité par défaut total d'emploi, même en cas de réaffectation, et de rappel provisoire à l'activité partiels.

§ 4. Tout membre du personnel réaffecté, ou rappelé provisoirement à l'activité dans une fonction qui lui procure une rémunération supérieure à celle dont il bénéficiait auparavant, obtiendra, en plus de la subvention-traitement précisée ci-dessus, une allocation selon des modalités fixées, selon le cas, par l'arrêté de l'Exécutif du 11 septembre 1990, pris en application du décret du 12 juillet 1990 ou par l'arrêté royal du 13 juin 1976 réglant l'octroi d'une allocation aux membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical de l'enseignement de l'Etat désignés provisoirement à une fonction de sélection ou à une fonction de promotion.

§ 5. Le temps pendant lequel un membre du personnel est réaffecté ou rappelé provisoirement à l'activité est suspensif du temps de disponibilité pour le calcul de la subvention-traitement d'attente visée au § 1er, même en cas de réaffectation ou de rappel provisoire à l'activité partiels. Les vacances d'été sont comprises dans la période visée à l'alinéa 1er pour les membres du personnel réaffectés ou rappelés provisoirement à l'activité dans un emploi subventionné d'une durée indéterminée.

§ 6. Les membres du personnel nommés dans une des fonctions de sélection visées à l'article 6 C points 11 et 12 de l'arrêté de l'Exécutif du 02 octobre 1968 précité conservent à concurrence des prestations dont ils étaient chargés, le bénéfice du statut pécuniaire attaché à leur nomination lorsque l'établissement où ils sont en fonction cesse par modification de structure, d'être une école moyenne d'application.

CHAPITRE IV. — Droits et obligations des membres du personnel en disponibilité par défaut d'emploi

Art. 15. § 1er. Tout membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge est tenu d'accepter une réaffectation jusqu'à concurrence du nombre de périodes perdues et quel que soit le nombre d'établissements dans lesquels il est appelé à effectuer ses prestations si l'emploi lui est offert :

1° par le Pouvoir organisateur qui a placé le membre du personnel en disponibilité ou l'a déclaré en perte partielle de charge;

2° par le Pouvoir organisateur qui a repris l'établissement où ce membre du personnel est mis en disponibilité ou a été déclaré en perte partielle de charge.

Toutefois, le membre du personnel peut décliner une offre d'emploi qui se présenterait dans un établissement situé dans une autre commune que celle où il a été mis en disponibilité et qui serait offerte à plus de 25 km du domicile de l'agent et qui entraînerait pour ce dernier une durée de déplacement supérieure à quatre heures par jour, à l'aide des transports en commun.

Il ne pourra toutefois revendiquer ultérieurement cet emploi.

§ 2. Tout membre du personnel mis en disponibilité, déjà réaffecté dans les conditions précisées ci-dessus ou encore à réaffecter, qui exerce des fonctions dans trois établissements au moins et qui assume un ensemble de prestations égal à 75 % au moins du nombre de périodes exigé pour une fonction à prestations complètes peut décliner toute charge supplémentaire qui lui est offerte en réaffectation, et qui ne se situe pas sur le territoire de la même commune.

§ 3. Toute personne en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge doit notifier son acceptation ou son refus motivé par pli recommandé au Pouvoir organisateur et à la Commission de réaffectation compétente dans un délai de 10 jours calendrier à dater de la notification de sa réaffectation ou rappel provisoire à l'activité.

En cas de refus jugé sans motif valable par la Commission, elle sera démise de ses fonctions conformément à l'article 58, 7° du décret du 6 juin 1994 précité après épuisement du recours éventuel prévu à l'article 17, § 2, 5° du présent arrêté.

La décision de la Commission précitée est notifiée par pli recommandé à la personne intéressée.

L'introduction d'un recours ne suspend pas l'obligation pour le membre du personnel de prendre ses fonctions.

§ 4. Toute personne en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge, qui n'a pu être réaffectée ou rappelée provisoirement à l'activité, doit se tenir à la disposition du Pouvoir organisateur qui l'a mise en disponibilité ou déclarée en perte partielle de charge jusqu'à concurrence du nombre de périodes correspondant aux prestations qu'elle exerçait avant d'être mise en disponibilité ou déclarée en perte partielle de charge pour l'exercice de tâches fixées ou approuvées par le Ministre.

L'exercice des tâches précisées ci-dessus ne peut toutefois aboutir à maintenir l'emploi de la fonction supprimée.

§ 5. Un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge peut, à sa demande, suspendre temporairement son droit à la subvention-traitement d'attente correspondant aux prestations qui font l'objet de sa mise en disponibilité ou de sa perte partielle de charge.

Cette suspension qui peut être totale ou partielle est signifiée par écrit au Pouvoir organisateur et transmise par son intermédiaire à l'administration compétente lors de la notification des mises en disponibilité.

Pendant la durée de cette suspension, le membre du personnel est soustrait aux obligations qui lui incombent en matière de réaffectation ou de rappel provisoire à l'activité sauf si le Pouvoir organisateur qui l'a mis en disponibilité ou qui a repris l'établissement où ce membre du personnel a été mis en disponibilité dispose d'un emploi définitivement vacant de la même fonction.

Dans ce cas, le Pouvoir organisateur est tenu d'offrir cet emploi au membre du personnel susvisé.

Cette suspension porte sur la durée de l'année scolaire ou sur la période qui reste à couvrir de cette année scolaire quand la mise en disponibilité est agréée dans le courant de l'année scolaire.

Elle peut être renouvelée au début d'une année scolaire ultérieure et le cas échéant, modifiée quant au volume des prestations, selon les mêmes modalités que celles précisées ci-dessus.

§ 6. Tout membre du personnel en disponibilité par défaut total d'emploi peut être réaffecté ou rappelé provisoirement à l'activité par son Pouvoir organisateur quelle que soit la durée de ce rappel en service.

Pendant cette période, il se trouve de plein droit dans la position administrative de l'activité de service.

§ 7. Si un emploi temporairement vacant se présente auprès du Pouvoir organisateur qui a mis en disponibilité la personne en cause, celle-ci occupant déjà un emploi d'une durée indéterminée ou du moins jusqu'à la fin de l'année scolaire auprès d'un autre Pouvoir organisateur, elle est autorisée à y rester.

Si un emploi définitivement vacant se présente auprès du Pouvoir organisateur qui a mis en disponibilité la personne en cause, celle-ci occupant déjà un emploi d'une durée indéterminée ou du moins jusqu'à la fin de l'année scolaire auprès d'un autre Pouvoir organisateur, elle est tenue d'accepter le nouvel emploi vacant offert. Elle ne pourra cependant prendre ses fonctions qu'au terme de l'année scolaire sauf accord des deux Pouvoirs organisateurs.

CHAPITRE V. — Emplois soustraits à la réaffectation

Art. 16. Ne doivent pas être déclarés aux Commissions de réaffectation visées au chapitre VI, les emplois occupés par les membres du personnel qui comptabilisent, à l'issue de l'année scolaire qui précède 600 jours de service dans une fonction de la catégorie en cause, répartis sur trois années scolaires au moins, calculés selon les modalités fixées par l'article 34 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidie de l'enseignement officiel subventionné.

CHAPITRE VI. — Organes de réaffectation

Art. 17. § 1er. Il est créé auprès du Ministre de l'Education, une Commission centrale de réaffectation pour l'enseignement officiel subventionné.

Celle-ci se compose de neuf membres effectifs représentant les Pouvoirs organisateurs et de neuf membres effectifs représentant les organisations représentatives des membres du personnel.

La présidence est assurée par un fonctionnaire du département, du rang 13 au moins désigné par le Ministre.

Le secrétariat est assuré par un fonctionnaire du département, désigné par le Ministre.

Le Président et le Secrétaire ont voix consultative.

Chaque membre effectif peut se faire remplacer par un suppléant.

La Commission centrale établit son règlement d'ordre intérieur qu'elle soumet pour approbation au Ministre.

La Commission centrale ne peut en aucun cas émettre des considérations d'ordre pédagogique.

§ 2. La Commission Centrale de réaffectation :

1° procède aux réaffectations externes des membres du personnel en disponibilité par des désignations d'office dans tous les niveaux d'enseignement;

2° entérine les réaffectations externes effectuées par les Commissions zonales de réaffectation;

3° rappelle provisoirement à l'activité un membre du personnel mis en disponibilité selon les règles énoncées à l'article 12;

4° statue sur les demandes de non-reconduction des réaffectations visées à l'article 11, § 4, alinéa 2, tirets 2 et 3;

5° se prononce sur les recours introduits par les Pouvoirs organisateurs ou les membres du personnel notamment contre les réaffectations et les rappels provisoires à l'activité qui répondent aux conditions de l'article 15, § 1er, alinéa 2 et § 2;

6° se prononce sur les situations particulières liées à l'application du présent arrêté.

§ 3. Il est institué une Commission zonale pour chaque zone définie ci-dessous :

Zone 1 : Province du Brabant-wallon et la Région de Bruxelles-Capitale;

Zone 2 : Province de Hainaut;

Zone 3 : Province de Liège;

Zone 4 : Province de Namur et du Luxembourg

Zone 5 : Etablissements officiels de caractère confessionnel.

1° Chacune des Commissions zonales établit son règlement d'ordre intérieur qu'elle soumet pour approbation au Ministre ayant les statuts de l'enseignement officiel subventionné dans ses attributions. Le règlement d'ordre intérieur précise notamment la composition et le fonctionnement de la Commission.

2° Les Commissions zonales de réaffectation ont pour mission :

— de procéder aux réaffectations externes des membres du personnel mis en disponibilité dans tout établissement situé au sein de la zone;

— de rappeler provisoirement en service les membres du personnel en disponibilité, selon les règles énoncées à l'article 12.

3° Les Commissions zonales de réaffectation ne peuvent en aucun cas émettre des considérations d'ordre pédagogique.

Elles obtiennent à leur demande et avant les réunions, les documents administratifs qui leur permettent de siéger en pleine connaissance de cause et de vérifier notamment l'existence des emplois vacants.

CHAPITRE VII. — Dispositions transitoire abrogatoire et finale

Art. 18. Pour l'année scolaire 1995-1996, la date limite du 30 juin 1995, visée à l'article 9, n'est pas d'application.

Art. 19. Le Pouvoir organisateur qui recrute ou maintient en fonction un membre du personnel temporaire dans un emploi attribué en réaffectation ou en rappel provisoire à l'activité perdra le bénéfice de la subvention-traitement attribué à cet agent temporaire.

La subvention-traitement ne sera plus octroyée 10 jours après l'acceptation de l'emploi offert par les Commissions zonales ou centrale de réaffectation.

Art. 20. Pour les catégories de personnel visées à l'article 1er, 4°, l'arrêté royal du 27 juillet 1976 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement subventionné est abrogé en ce qui concerne les niveaux et formes d'enseignement visés par le présent arrêté.

Art. 21. Le Ministre ayant le statut des personnels de l'enseignement officiel subventionné dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 22. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1995.

Bruxelles, le 28 août 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 95 — 3000

[S - C - 29552]

28 AUGUSTUS 1995. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, hoger onderwijs van het korte type en kunst-onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, laatst gewijzigd bij decreet van 22 december 1994;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap dd. 3 juli 1991 tot regeling van het secundair onderwijs met beperkt leerplan;

Gelet op het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, gewijzigd bij decreet van 10 april 1995;

Gelet op het besluit van de Executieve dd. 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch, psychologisch en sociaal personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en hoger niet-universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap en van de ambten der leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, laatst gewijzigd bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap dd. 16 januari 1995;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap dd. 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel, het psychologisch personeel, het sociaal personeel van het kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en hoger niet-universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap en van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, laatst gewijzigd bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap dd. 16 januari 1995;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juni 1975 betreffende voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs verstrekt in de officiële gesubsidieerde inrichtingen voor middelbaar of normaalonderwijs, laatst gewijzigd bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap dd. 25 oktober 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie, laatst gewijzigd bij besluit van de Executieve dd. 1 februari 1993;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken en leraar technische vakken en beroepspraktijk in het hoger secundair onderwijs verstrekt in de technische instituten van het Rijk waar het Frans de onderwijstaal is, laatst gewijzigd bij besluit van 31 maart 1981;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken en leraar technische vakken en beroepspraktijk in de scholen voor lager secundair technisch onderwijs en vakonderwijs waar het Frans de onderwijstaal is, laatst gewijzigd bij besluit van 24 mei 1977;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken in de lagere normaalscholen waar het Frans de onderwijstaal is, laatst gewijzigd bij *Belgisch Staatsblad* van 30 april 1970;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken in de normaalscholen voor kleuteronderwijzeressen waar het Frans de onderwijstaal is;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken, leraar technische vakken (andere specialiteiten) en leraar beroepspraktijk (andere specialiteiten) in het hoger secundair onderwijs verstrekt in de koninklijke athenea waar het Frans de onderwijstaal is, laatst gewijzigd bij besluit van de Executieve dd. 24 augustus 1992;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden, vereist om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken, technische vakken en beroepspraktijk in de middelbare scholen, de lagere graad van de koninklijke athenea en Lycea, de afdelingen lager secundair technisch en vakonderwijs verbonden aan inrichtingen voor middelbaar onderwijs waar het Frans de onderwijstaal is, laatst gewijzigd bij besluit van de Executieve dd. 24 augustus 1992;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op het protocol dd. 4 augustus 1995 van het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, 2e afdeling;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inz. artikel 3, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking en de daaruit voortvloeiende reffectaties in het begin van het schooljaar moeten plaatsvinden, zodat de regeling ter zake onverwijld getroffen moet worden om de inrichtende machten in staat te stellen, tijdig de nodige maatregelen te treffen;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap dd. 28 augustus 1995,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit is toepasselijk op :

1° de inrichtende machten van de officiële gesubsidieerde inrichtingen voor gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, hoger onderwijs van het korte type en kunstonderwijs;

2° de subsidieerbare betrekkingen in die inrichtingen;

3° de gesubsidieerde personeelsleden van die inrichtingen die een hoofdambt met al dan niet volledige prestaties uitoefenen en vast benoemd zijn, behalve voor artikel 5, § 1, 2°;

4° de categorieën :

- bestuurs- en onderwijzend personeel;
- opvoedend hulppersoneel;
- psychologisch, sociaal en paramedisch personeel.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit gelden de volgende definities :

§ 1. Terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking : maatregel voortvloeiend uit de volledige afschaffing van een betrekking met al dan niet volledige prestaties;

§ 2. Gedeeltelijk verlies van een opdracht : maatregel voortvloeiend uit de vermindering van het aantal lestijden in de opdracht van een personeelslid;

Wanneer "terbeschikkingstelling" niet nader gepreciseerd wordt, heeft ze betrekking op de gevallen bedoeld in de §§ 1 en 2;

§ 3. Maatregelen vóór de terbeschikkingstelling : alle maatregelen bedoeld in artikel 5 die de terbeschikkingstelling van een vast personeelslid voorkomen;

§ 4. reffectatie : de terugroeping in dienst van een ter beschikking gesteld personeelslid, in een betrekking van een ambt waarvoor het personeelslid vast benoemd is of het vereiste bekwaamheidsbewijs bezit. In laatstgenoemd geval moet het ambt :

- tot dezelfde categorie behoren : bestuurs- en onderwijzend personeel, opvoedend hulppersoneel; psychologisch personeel; sociaal personeel; paramedisch personeel;

- van dezelfde aard zijn : wervings-, selectie- of bevorderingsambt;
- tot hetzelfde niveau behoren, voor het bestuurs- en onderwijzend personeel;
- een bezoldiging bezorgen die ten minste gelijk is aan die van het ambt waarin het personeelslid zijn opdracht of een gedeelte ervan verliest, al zijn dezelfde prestaties niet vereist om beide ambten met volledige prestaties uit te oefenen.

Interne reffectatie roept het personeelslid terug in dienst bij zijn inrichtende macht.

Externe reffectatie roept hem terug in dienst bij een andere inrichtende macht dan die waardoor de terbeschikkingstelling is uitgesproken : ze kan gebeuren tussen inrichtende machten of via de reffectatiecommissie.

Definitieve reffectatie maakt onmiddellijk een einde aan de terbeschikkingstelling, in tegenstelling met de tijdelijke reffectatie.

§ 5. Voorlopige terugroeping in actieve dienst : de terugroeping van een ter beschikking gesteld personeelslid in een betrekking van een ander ambt, dat tot dezelfde categorie behoort en onder andere voorwaarden dan voor de reffectatie.

§ 6. Vacante betrekking, toegankelijk door reffectatie :

elke betrekking die niet toegewezen is aan een vast personeelslid dat subsidieerbaar is door de Gemeenschap en waarvoor een weddetoelage aangevraagd is;

§ 7. Niet-vacante betrekking, toegankelijk door reffectatie :

elke betrekking waarvan de titularis een vast personeelslid is dat momenteel niet fungeert, of die opgericht is tot het einde van het schooljaar;

§ 8. Ambt : het ambt bepaald bij :

- de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, laatst gewijzigd bij decreet van 22 december 1994;

- het decreet van de Franse Gemeenschap dd. 3 juli 1991 tot regeling van het secundair onderwijs met beperkt leerplan;

- het besluit van de Executieve dd. 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, en van de ambten der leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, laatst gewijzigd bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap dd. 16 januari 1995;

- het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap dd. 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel, het psychologisch personeel, het sociaal personeel van het kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat en van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, gewijzigd bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap dd. 16 januari 1995;

- het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken en leraar technische vakken en beroepspraktijk in het hoger secundair onderwijs verstrekt in technische instituten van het Rijk waar het Frans de onderwijstaal is, laatst gewijzigd bij besluit van 31 maart 1991;

- het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken en leraar technische vakken en beroepspraktijk in de scholen voor lager secundair technisch onderwijs en vakonderwijs waar het Frans de onderwijstaal is, laatst gewijzigd bij besluit van 24 mei 1977;

- het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken in de lagere normaalscholen waar het Frans de onderwijstaal is, laatst gewijzigd bij besluit van 30 april 1970;

- het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken in de normaalscholen, voor kleuteronderwijzeressen, waar het Frans de onderwijstaal is;

- het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken, leraar technische vakken (andere specialiteiten) en leraar beroepspraktijk (andere specialiteiten) in het hoger secundair onderwijs verstrekt in de koninklijke athenea, waar het Frans de onderwijstaal is, laatst gewijzigd bij besluit van de Executieve dd. 24 augustus 1992;

- het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden, vereist om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken, technische vakken en beroepspraktijk in de middelbare scholen, de lagere graad van de koninklijke athenea en lycea, de afdelingen lager secundair technisch en vakonderwijs verbonden aan inrichtingen voor middelbaar onderwijs, waar het Frans de onderwijstaal is, laatst gewijzigd bij besluit van de Executieve dd. 24 augustus 1992;

- het koninklijk besluit van 20 juni 1975 betreffende voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs verstrekt in de officiële gesubsidieerde inrichtingen voor middelbaar of normaalonderwijs, laatst gewijzigd bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap dd. 25 oktober 1993;

- het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in gesubsidieerde inrichtingen voor secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan of voor sociale promotie, gewijzigd bij besluit van de Executieve dd. 1 februari 1993;

HOOFDSTUK II. — *Verplichtingen van de inrichtende machten*

Afdeling 1. — Mededeling van de terbeschikkingstelling en van de vacante betrekkingen

Art. 3 § 1. Elke inrichtende macht moet de bevoegde dienst van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming van de Franse Gemeenschap elke beslissing tot terbeschikkingstelling van een personeelslid, zoals bedoeld in artikel 2, § 8, ter goedkeuring voorleggen met de motivering ervan.

Die mededeling moet de aard van het onderwijs vermelden en moet, voor kennisneming, ondertekend worden door het betrokken personeelslid, dat er eventueel opmerkingen te kennen geeft.

Bij de mededeling gaat de aanvraag van het personeelslid om een wachtweddetoelage te genieten.

De mededeling wordt aan de bevoegde dienst gericht als aangetekende brief, binnen de 40 dagen na het verlies van de betrekking.

De inrichtende macht verliest het voordeel van de weddetoelage voor elk personeelslid waarvan ze de terbeschikkingstelling niet meedeelt.

§ 2. De bevoegde Minister of zijn gemachtigde aanvaardt de terbeschikkingstelling die volgens de in dit besluit bepaalde regels geschied is.

Een beslissing die na de in § 1 bepaalde termijn meegedeeld is door de inrichtende macht, wordt niet aanvaard.

De Minister of zijn gemachtigde kan van die termijn afwijken in uitzonderlijke omstandigheden en op met redenen omklede aanvraag.

§ 3. Elke inrichtende macht moet de in § 1 bedoelde dienst, op dezelfde wijze, elk gedeeltelijk verlies van opdracht meedelen. Dit verlies wordt door de Minister of zijn gemachtigde aanvaard.

§ 4. Het personeelslid wordt ter beschikking gesteld bij ontstentenis van betrekking of verliest een gedeelte van zijn opdracht de eerste dag van het nieuwe school- of academiejaar of op de datum waarop hij zijn functie zou hervat hebben als hij in zijn betrekking niet vervangen was bij toepassing van de reglementering inzake terbeschikkingstelling en verlof.

In afwijking van het 1e lid wordt de terbeschikkingstelling uitgesproken op 1 oktober in het buitengewoon onderwijs, in het onderwijs met beperkt leerplan en in het gewoon secundair onderwijs voor de toestanden die het gevolg zijn van de (her)telling op 1 oktober.

§ 5. De terbeschikkingstelling voor prestaties boven de volledige prestaties vereist voor een ambt, wordt niet aanvaard.

§ 6. Aanvaardbaar is de terbeschikkingstelling ten gevolge van een daling van de schoolbevolking of van een beslissing van de inrichtende macht betreffende de inrichting van haar onderwijs, met inbegrip van de afschaffing van een inrichting, verantwoord door de toepassing van een rationalisatiemaatregel of toegelaten door de Regering.

Art. 4. Elke inrichtende macht moet de reëffectatiecommissies, op de door de Minister bepaalde wijze :

1° de lijst medelen van de personeelsleden die wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld zijn of een gedeelte van hun opdracht verloren hebben;

2° de lijst medelen van de vacante betrekkingen bekleed door tijdelijken die niet onttrokken zijn aan de reëffectatie bedoeld in artikel 16.

Afdeling 2. — Maatregelen vóór de terbeschikkingstelling

Art. 5. § 1. Een inrichtende macht stelt een personeelslid pas ter beschikking wegens ontstentenis van betrekking of verklaart dat hij een gedeelte van zijn opdracht verliest nadat ze in voorkomend geval, in geheel het personeel van haar inrichtingen op het grondgebied van dezelfde gemeente, in onderstaande volgorde :

1° de prestaties van haar personeelsleden die hetzelfde ambt uitoefenen, verminderd heeft tot het vereiste aantal lestijden voor een ambt met volledige prestaties;

2° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van haar personeelsleden die hetzelfde ambt als bijambt uitoefenen;

3° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van haar personeelsleden die hetzelfde ambt uitoefenen en 65 jaar zijn;

4° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van haar personeelsleden die hetzelfde ambt uitoefenen als niet-prioritaire tijdelijken;

5° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van haar personeelsleden die door een andere inrichtende macht ter beschikking gesteld zijn en die ze voorlopig terug in dienst geroepen heeft;

6° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van haar personeelsleden die ze ter beschikking gesteld heeft en voorlopig terug in dienst geroepen heeft;

7° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van haar personeelsleden die hetzelfde ambt als prioritair tijdelijke uitoefenen, in de omgekeerde volgorde van hun rangschikking;

8° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van personeelsleden die door een andere inrichtende macht ter beschikking gesteld werden en die ze gereëffecteerd heeft.

Voor de toepassing van het voorgaande lid, in inrichtingen op het grondgebied van één gemeente, moet een onderscheid gemaakt worden tussen het gewoon onderwijs, het buitengewoon onderwijs, het onderwijs met volledig of met beperkt leerplan, het onderwijs voor sociale promotie.

"Hetzelfde ambt" is het ambt bepaald in artikel 2, § 8.

§ 2. Na de maatregelen bedoeld in § 1 moet de inrichtende macht die de opdracht van een personeelslid, benoemd in verschillende ambten, moet verminderen, hem uren toewijzen in de andere ambten waarin hij benoemd is voordat ze hem ter beschikking stelt in het ambt waar uren verloren zijn.

Zulks mag enkel gebeuren als die andere ambten :

— tot dezelfde categorie behoren;

— van dezelfde aard zijn;

— tot hetzelfde niveau behoren, voor het bestuurs- en onderwijzend personeel;

— een bezoldiging bezorgen die ten minste gelijk is aan die van het ambt waarin het personeelslid zijn opdracht of een gedeelte ervan verliest, al zijn de vereiste prestaties om een ambt met volledige prestaties samen te stellen niet dezelfde voor beide ambten.

De recuperatie van de uren in die ambten gebeurt in de volgorde sub § 1 en volgens de dienstanciënniteit van de betrokken vaste personeelsleden.

§ 3. Het ambt van leraar oude talen (Latijn-Grieks) in de lagere en/of hogere graad van het secundair onderwijs wordt geacht op beide niveaus uitgeoefend te worden wanneer alle titularissen van dat ambt in een inrichting het vereiste bekwaamheidsbewijs bezitten.

§ 3. Voor de leraars oude talen (Latijn-Grieks) in inrichtingen waar de titularissen van dat ambt niet allemaal het vereiste bekwaamheidsbewijs bezitten, gelden de maatregelen voor de terbeschikkingstelling en de terbeschikkingstelling zelf per niveau.

De vaste personeelsleden die het vereiste studiebewijs bezitten, krijgen echter het recht, in het andere niveau lessen Latijn of Grieks terug te winnen ten nadele van personeelsleden die al dan niet het vereiste studiebewijs bezitten, mits dezen minder dienstanciënniteit tellen.

§ 4. Voor de lessen in het secundair onderwijs waarvoor de voormelde besluiten van 22 en 30 april 1969 niet gelden, zijn de §§ 1 en 2 niet toepasselijk als het personeelslid dat het vak onderwijst en zijn betrekking moet afstaan ingevolge die maatregelen, een bijzondere bekwaamheid kan aantonen.

Het tijdelijk personeelslid dat het bewuste vak gegeven heeft gedurende de tijd die nodig is om de betrekking aan reffectatie te onttrekken of die bij gemis van die anciënniteit van een specifieke of aanvullende vorming kan doen blijken, toont aan dat hij een bijzondere bekwaamheid bezit om het vak te blijven onderwijzen.

Afgezien van wat voorafgaat moet een vast personeelslid geen betrekking aanvaarden in bovenbedoeld vak of ambt. Zijn eventuele weigering deelt hij schriftelijk mee aan de inrichtende macht.

Afdeling 3. — Terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking en gedeeltelijk verlies van opdracht

Art. 6. § 1. Onder de personeelsleden die vast benoemd zijn en een hoofdamt uitoefenen, wordt ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking of verliest een gedeelte van zijn opdracht, degene die de kleinste dienstanciënniteit heeft onder hen die hetzelfde ambt uitoefenen in het geheel van de inrichtingen die op het grondgebied van dezelfde gemeente georganiseerd worden door de inrichtende macht.

De ambtsanciënniteit geldt wanneer er gelijke dienstanciënniteit is.

Als verschillende personeelsleden dezelfde dienst- en ambtsanciënniteit hebben, wordt het jongste ter beschikking gesteld.

Voor de inrichtingen op het grondgebied van één gemeente moet een onderschil gemaakt worden tussen het gewoon onderwijs, het buitengewoon onderwijs, het onderwijs met volledig of met beperkt leerplan, het onderwijs voor sociale promotie.

"Hetzelfde ambt" is het ambt bepaald in artikel 2, § 8.

§ 2. Zolang de benoemingsakten geen niveau of specifieke vakken vermelden, steunt men op de ambtsbevoegdheden van de personeelsleden op 31 december 1994 om te bepalen wie ter beschikking gesteld wordt, conform artikel 100, § 1, van voormeld decreet van 6 juni 1994.

Art. 7. § 1. De dienstanciënniteit bedoeld in de artikelen 5 en 6 omvat alle door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde diensten, als tijdelijk of vast personeelslid in de inrichtingen die ressorteren onder de inrichtende macht, alsook de onbezoldigde, met dienstactiviteit gelijkgestelde perioden in de gezamenlijke categoriën bestuurs- en onderwijzend personeel, opvoedend hulp personeel, sociaal, psychologisch en paramedisch personeel.

§ 2. De ambtsanciënniteit bedoeld in de artikelen 5 en 6 omvat alle in het betrokken ambt verstrekte, door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde diensten, als tijdelijk of vast personeelslid in het onder de inrichtende macht ressorterend onderwijs, alsook de onbezoldigde, met dienstactiviteit gelijkgestelde perioden.

Afdeling 4. — Reaffectatie

Art. 8. § 1. De definitieve reaffectatie gebeurt prioritair, voor de tijdelijke reaffectatie.

Ze geldt enkel in de inrichtende macht, in elke vacante betrekking van een ambt waarvoor het personeelslid vast benoemd is.

§ 2. De tijdelijke reaffectatie gebeurt :

1. in de inrichtende macht :

— in elke niet-vacante betrekking van het ambt waarvoor het personeelslid vast benoemd is;

— in elke andere vacante of niet-vacante betrekking van een ander ambt dan dat waarvoor hij vast benoemd is, maar waarvoor hij het vereiste bekwaamheidsbewijs bezit.

2. in een andere inrichtende macht dan die welke hem ter beschikking gesteld heeft, in elke vacante of niet-vacante betrekking van een in 1° bedoeld ambt.

De tijdelijke reaffectatie kan er niet toe leiden dat het personeelslid een al dan niet vacante betrekking zou moeten aanvaarden in het buitengewoon onderwijs, het onderwijs voor sociale promotie of het onderwijs met beperkt leerplan.

Art. 9. De inrichtende macht die voldaan heeft aan de in de artikelen 5 en 6 bedoelde maatregelen en beschikt over een of meer vacante betrekkingen, moet ze toewijzen door definitieve reaffectatie aan de personeelsleden die ze ter beschikking gesteld heeft of die een gedeelte van hun opdracht verloren hebben, volgens onderstaande prioriteitsregeling :

a) in een betrekking van het ambt waarvoor zij ter beschikking gesteld werden;

b) in elk ander ambt waarin zij benoemd zijn.

Voormelde definitieve reaffectatie moet eerst gebeuren in elke inrichting die ze organiseert op ten hoogste 25 km van de woonplaats van het personeelslid, daarna in elke inrichting die verder gelegen is, mits het personeelslid dat schriftelijk gevraagd heeft vóór de 30e juni van het schooljaar vóór dat waarin hij ter beschikking gesteld zal zijn.

Art. 10. § 1. De inrichtende macht die voldaan heeft aan de in artikel 9 bedoelde maatregelen en beschikt over een vacante betrekking van een ambt waarvoor een personeelslid dat ze ter beschikking gesteld heeft, een vereist bekwaamheidsbewijs bezit, moet ze hem toewijzen door tijdelijke reaffectatie, volgens de geografische prioriteitsregeling bepaald in artikel 9.

§ 2. Na voldaan te hebben aan de in § 1 bedoelde verplichtingen, moet de inrichtende macht de nog beschikbare niet-vacante betrekkingen in

a) het ambt waarvoor het personeelslid ter beschikking gesteld werd;

b) elk ander ambt waarin hij benoemd is overeenkomstig het decreet;

c) elk ander ambt waarvoor hij het vereiste bekwaamheidsbewijs bezit, ze aan het personeelslid aanbieden, volgens onderstaande prioriteitsregeling :

1° in elke niet-vacante betrekking op minder dan 25 km van de woonplaats van het personeelslid, te beginnen met de betrekkingen van het ambt waarvoor hij ter beschikking gesteld werd;

2° in elke niet-vacante betrekking op meer dan 25 km van die woonplaats, mits het personeelslid dat vooraf gevraagd heeft zoals bepaald in artikel 9, te beginnen met de betrekkingen van het ambt waarvoor hij ter beschikking gesteld is.

§ 3. De inrichtende macht die verschillende personen in hetzelfde ambt ter beschikking gesteld heeft wegens ontstentenis van betrekking of hun meegedeeld heeft dat ze een gedeelte van hun opdracht verliezen, moet voor de toepassing van deze afdeling, volgens de gestelde prioriteitsregeling, degene definitief of tijdelijk reffecteren die de grootste dienstanciënniteit heeft, en bij gelijke dienstanciënniteit die met de grootste ambtsanciënniteit.

Bij gelijke dienst- en ambtsanciënniteit krijgt het oudste personeelslid voorrang.

Die verplichting geldt enkel voor wervingsambten.

§ 4. Als de inrichtende machten over verschillende betrekkingen in één ambt beschikken, moeten ze de vacante betrekkingen prioritair toewijzen, of, als die mogelijkheid niet bestaat, de niet-vacante betrekkingen met de langste duur.

Afdeling 5. — Verlenging van de reffectatie

Art. 11. § 1. De externe reffectaties, in een schooljaar verricht door de inrichtende machten of op initiatief van de reffectatiecommissies, worden voor het volgende schooljaar verlengd.

§ 2. De verlenging van de opdracht van het gereffecteerd personeelslid wordt van ambtswege uitgebreid door de inrichtende macht wanneer een verlenging van de prestaties mogelijk is en tot beloop van het aantal lesjaren waarvoor een terbeschikkingstelling geldt.

§ 3. Elke reffectatie wordt jaarlijks verlengd zolang het personeelslid geen 600 dagen dienstanciënniteit telt bij de inrichtende macht waarbij hij gereffecteerd is.

De 600 dagen moeten over ten minste drie schooljaren gespreid zijn.

Ze worden berekend overeenkomstig artikel 34 van het decreet van 6 juni 1994 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs.

§ 4. Aan die reffectatie komt een einde :

- bij de terugkeer van de titularis van de betrekking;
- als de inrichtende macht intussen een lid van haar personeel moet reffecteren;
- als de inrichtende macht die de terbeschikkingstelling uitgesproken heeft, over een vacante betrekking van hetzelfde ambt beschikt en aan die terbeschikkingstelling een einde moet maken;
- als het personeelslid zich niet kandidaat stelt voor een benoeming zodra hij voldoet aan de vereisten gesteld bij voormeld decreet van 6 juni 1994. De anciënniteit die het daarbij kan doen gelden is zijn dienstanciënniteit bij de inrichtende macht waarbij hij gereffecteerd werd;
- als het personeelslid de verplichtingen vervat in de artikelen 6 en 14 van voormeld decreet van 6 juni 1994 niet aanvaardt of niet naleeft.

Er kan ook aan die reffectatie een einde komen :

- in gemeen overleg;
- bij ernstige tekortkoming;
- bij beslissing van de bevoegde reffectatiecommissie, op verzoek van de inrichtende macht of van het personeelslid.

Afdeling 6. — Voorlopige terugroeping in actieve dienst

Art. 12. § 1. Elke inrichtende macht die na de verrichtingen bedoeld in afdeling 4, haar ter beschikking gestelde personeelsleden niet kon reffecteren, moet hun :

1. voor een wervingsambt, een betrekking van een ambt van dezelfde categorie en aard toewijzen op een ander niveau dan dat waarin zij ter beschikking gesteld werden, mits zij voor dat ambt het vereiste bekwaamheidsbewijs bezitten.

2. voor een selectie- of bevorderingsambt, een betrekking toewijzen in een wervingsambt van dezelfde categorie mits zij voor dat ambt het vereiste bekwaamheidsbewijs bezitten of vroeger benoemd werden. In afwijking van het voorgaande kan die voorlopige terugroeping er niet toe leiden dat een inrichtende macht een selectie- of bevorderingsambt moet toewijzen aan een in een wervingsambt ter beschikking gesteld personeelslid, of een ambt in het hoger onderwijs van het korte type zou moeten toewijzen aan een in het secundair onderwijs ter beschikking gesteld personeelslid. Evenmin kan een personeelslid verplicht worden een al dan niet vacante betrekking te aanvaarden in het buitengewoon onderwijs of in het onderwijs voor sociale promotie of met beperkt leerplan.

§ 2. De inrichtende macht die verschillende personen in hetzelfde ambt ter beschikking gesteld heeft wegens ontstentenis van betrekking of hun meegedeeld heeft dat ze een gedeelte van hun opdracht verliezen, moet, voor de toepassing van deze afdeling, volgens de gestelde prioriteitsregeling, degene definitief of tijdelijk reffecteren die de grootste dienstanciënniteit heeft, en bij gelijke dienstanciënniteit die met de grootste ambtsanciënniteit.

Bij gelijke dienst- en ambtsanciënniteit krijgt het oudste personeelslid voorrang.

§ 3. De voorlopige terugroeping in een vacante betrekking ontslaat de inrichtende macht niet van de verplichting, die betrekking voor benoeming open te stellen en in voorkomend geval op 1 november van het volgende schooljaar in die betrekking de kandidaat met de grootste anciënniteit te benoemen.

Art. 13. § 1. In het gewoon lager secundair onderwijs kan elke inrichtende macht die overeenkomstig artikel 12° een personeelslid, titularis van een ambt als leraar algemene vakken, die een gedeelte van zijn opdracht verloren heeft, niet kon reffecteren of voorlopig terug in dienst roepen, hem volgende lessen toewijzen op de hierna bepaalde voorwaarden :

A. In het 1e jaar B en het 2e jaar beroepsonderwijs :

- a) de studie van het natuurlijk en menselijk milieu, aan de leraar belast met de lessen Frans of geschiedenis;
- b) wetenschappelijk en technisch milieu, aan de leraar wiskunde;
- c) wiskunde, aan de leraar belast met de studie van het wetenschappelijk milieu.

2. In het 1e jaar A en het 2e gemeenschappelijk jaar :

- a) geografische vorming, aan de leraar wetenschappelijke vorming;
- b) natuurkunde, aan de leraar wetenschappelijke vorming;
- c) wetenschappelijke vorming, economie, inleiding tot het bedrijfsleven, aan de leraar wiskunde

§ 2. Elke inrichtende macht die overeenkomstig artikel 12 een personeelslid dat een gedeelte van zijn opdracht verloren heeft, niet kon reffecteren of voorlopig terug in dienst roepen, kan hem in het geheel van haar inrichtingen op het grondgebied van dezelfde gemeente volgende betrekkingen toewijzen :

1° aan elk personeelslid, benoemd in de lagere graad van het secundair onderwijs, dat ze ter beschikking stelde en niet kon reffecteren :

— een vacante betrekking in het 4e jaar secundair onderwijs, in de hogere graad, voor vakken die hij in de graad waarin hij benoemd is mag onderwijzen op grond van een vereist studiebewijs of van een voldoende geacht studiebewijs van groep A

— een vacante betrekking in de 3e graad van het secundair beroepsonderwijs van type I of in de hogere cyclus van het secundair beroepsonderwijs van type II, in een ambt van leraar algemene of bijzondere vakken, voor vakken die hij mag onderwijzen in de graad waar hij benoemd is, op grond van een vereist studiebewijs of van een voldoende geacht studiebewijs van groep A.

2° aan elk personeelslid, benoemd in de hogere graad van het secundair onderwijs, dat ze ter beschikking stelde wegens ontstentenis van betrekking en niet kon reffecteren : een vacante betrekking in de 2e graad van het onderwijs van type I in de leerjaren van de lagere graad of in het 3e, 4e en 5e jaar in de lagere cyclus van het secundair onderwijs van type II, voor vakken die hij mag onderwijzen in de graad waarin hij benoemd is, op grond van een vereist studiebewijs of van een voldoende geacht studiebewijs van groep A.

3° met zijn instemming, aan elk personeelslid dat ze ter beschikking stelde wegens ontstentenis van betrekking en niet in actieve dienst kon terugroepen : elke vacante betrekking in een ander ambt van dezelfde categorie waarvoor hij een voldoende studiebewijs van groep A bezit.

§ 3. Dit besluit kan niet tot gevolg hebben dat aan prioritair tijdelijke personeelsleden lestijden toegewezen worden om ze voorlopig terug in dienst te roepen.

HOOFDSTUK III. — Toekenning van een wachtweddetoelage

Art. 14. § 1. De personeelsleden die wegens totale ontstentenis van betrekking ter beschikking werden gesteld, genieten op hun verzoek een wachtweddetoelage onder dezelfde voorwaarden als in het door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijs.

§ 2. De personeelsleden die hun opdracht gedeeltelijk verliezen, bewaren, op hun verzoek en zonder duurbeperking, het voordeel van de weddetoelage, verbonden aan de prestaties die zij uitoefenden voor zij hun opdracht gedeeltelijk verloren.

§ 3. Elk gereffecteerd of voorlopig in dienst teruggeroepen personeelslid krijgt opnieuw de weddetoelage voor actieve dienst die overeenstemt met de prestaties die hij genoot vóór zijn terbeschikkingstelling wegens totale ontstentenis van betrekking, zelfs in geval van reffectatie of voorlopige terugroeping in deeltijdse dienstactiviteit.

§ 4. Elk personeelslid dat gereffecteerd of voorlopig in actieve dienst teruggeroepen wordt in een ambt dat hem een hogere bezoldiging verschaft dan die welke hij vroeger genoot, verkrijgt, naast de bovenvermelde weddetoelage, een toelage volgens de voorwaarden vastgesteld, naar gelang van het geval, door het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap dd. 11 september 1990, genomen ter uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschap dd. 12 juli 1990, of door het koninklijk besluit dd. 13 juni 1976 tot regeling van de toekenning van een toelage aan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel van het rijksonderwijs die voorlopig aangesteld zijn in een selectie- of bevorderingsambt.

§ 5. De tijd gedurende welke een personeelslid gereffecteerd of voorlopig in actieve dienst teruggeroepen wordt schorst de terbeschikkingstelling voor de berekening van de in § 1 bedoelde wachtweddetoelage, zelfs in geval van gedeeltelijke reffectatie of van gedeeltelijke wedertewerkstelling.

De zomervakantie is begrepen in de in lid 1 vermelde periode voor de in een gesubsidieerd ambt met onbepaalde duur gereffecteerde of voorlopig in dienst teruggeroepen personeelsleden.

§ 6. De personeelsleden die vast benoemd zijn in één van de selectieambten bedoeld in artikel 6 C, punten 11 en 12, van bovenvermeld besluit bewaren ten belope van de prestaties waarmee zij belast waren, het voordeel van het geldelijk statuut verbonden aan hun benoeming wanneer de inrichting waar zij onderwijzen door structuurwijziging ophoudt een middelbare oefenschool te zijn.

HOOFDSTUK IV. — Rechten en verplichtingen van het wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gestelde personeel

Art. 15. § 1. Elk personeelslid dat wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld werd of zijn opdracht gedeeltelijk verloor, is ertoe gehouden een reffectatie te aanvaarden ten belope van het aantal verloren lestijden ongeacht het aantal inrichtingen waarin hij zijn prestaties moet vervullen indien de betrekking hem wordt aangeboden :

1° door de inrichtende macht die het personeelslid ter beschikking heeft gesteld of zijn opdracht gedeeltelijk introk;

2° door de inrichtende macht die de inrichting heeft overgenomen waar dat personeelslid ter beschikking werd gesteld of zijn opdracht gedeeltelijk verloor.

Dit personeelslid mag echter een betrekkingaanbod in een inrichting gelegen in een andere gemeente dan die waarin hij ter beschikking werd gesteld, van de hand wijzen wanneer dit aanbod gebeurt op meer dan 25 km afstand van de woonplaats van het personeelslid en voor hem een verplaatsingsduur van meer dan 4 uur per dag met het gemeenschappelijk vervoer tot gevolg zou hebben.

Later mag hij echter geen aanspraak maken op die betrekking.

§ 2. Elk personeelslid dat ter beschikking gesteld of reeds gereffecteerd werd onder de hierboven gepreciseerde omstandigheden of dat nog moet worden gereffecteerd, zijn ambt uitoefent in minstens drie inrichtingen of vestigingen en een geheel van prestaties uitoefent die gelijk zijn aan minstens 75 % van het aantal vereiste lestijden voor een ambt met volledige prestaties, mag elke bijkomende opdracht van de hand wijzen die hem als reffectatie wordt geboden en die niet gelegen is op het grondgebied van dezelfde gemeente.

§ 3. Elke persoon wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld of die zijn opdracht gedeeltelijk heeft verloren, moet zijn aanvaarding of zijn gemotiveerde weigering per aangetekende brief aan de inrichtende macht en aan de bevoegde reëfectatiecommissie mededelen binnen een termijn van tien kalenderdagen te rekenen van de datum van zijn reëfectatie of voorlopige terugroeping in actieve dienst.

In geval van weigering die door de commissie als ongegrond wordt beschouwd, wordt bedoelde persoon uit zijn ambt ontzet overeenkomstig artikel 58, 7° van bovenvermeld decreet dd. 6 juni 1994 na uitputting van het in artikel 17, § 2, 5° van dit besluit bepaalde beroep.

De beslissing van voormelde commissie wordt per aangetekende brief aan de betrokkene bekendgemaakt.

Het indienen van beroep schort voor het personeelslid de verplichting niet om zijn ambt op te nemen.

§ 4. Elke persoon die wegens ontstentenis van betrekking of wegens gedeeltelijk verlies van opdracht ter beschikking werd gesteld en die niet kon gereëfecteerd of voorlopig in actieve dienst teruggeroepen worden, moet ter beschikking staan van de inrichtende macht die hem ter beschikking gesteld heeft of hem een deel van zijn opdracht deed verliezen, ten belope van het aantal lestijden dat overeenstemt met de prestaties die hij uitoefende voor zijn terbeschikkingstelling of voor het gedeeltelijk verlies van opdracht, om door de Minister vastgestelde of goedgekeurde taken uit te voeren. Het uitvoeren van die taken mag echter niet leiden tot het handhaven van de betrekking in het opgeheven ambt.

§ 5. Een personeelslid dat ter beschikking werd gesteld wegens ontstentenis van betrekking of wegens gedeeltelijk verlies van opdracht, mag, op eigen verzoek, tijdelijk zijn recht schorsen op de wachtwedde-toelage die overeenkomt met de prestaties die het voorwerp zijn van zijn terbeschikkingstelling of van gedeeltelijk verlies van betrekking. Die volledige of gedeeltelijke schorsing wordt schriftelijk ter kennis gebracht van de inrichtende macht en door haar toedoen aan het bevoegde bestuur overgezonden bij het mededelen van de terbeschikkingstellingen.

Tijdens die schorsing is hij onttrokken aan de verplichtingen qua reëfectatie of voorlopige terugroeping, behalve als de inrichtende macht die hem ter beschikking stelde of de inrichting waar hij ter beschikking gesteld werd overnam, over een definitief vacante betrekking in hetzelfde ambt beschikt.

In dat geval is de inrichtende macht ertoe gehouden voormeld personeelslid die betrekking toe te wijzen.

Deze schorsing slaat op de duur van het schooljaar of op de periode van dat schooljaar die nog moet gedekt worden wanneer de terbeschikkingstelling in de loop van het schooljaar wordt aanvaard.

Ze mag bij het begin van een later schooljaar worden vernieuwd en zonodig gewijzigd wat de omvang van de prestaties betreft, volgens dezelfde voorwaarden als hierboven.

§ 6. Elk personeelslid, ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking, kan gereëfecteerd of voorlopig in actieve dienst teruggeroepen worden door zijn inrichtende macht, ongeacht de duur van deze terugroeping.

Gedurende die periode staat hij van rechtswege in de administratieve stand dienstactiviteit.

§ 7. Indien een betrekking tijdelijk vacant wordt bij de inrichtende macht die de betrokkene ter beschikking stelde en indien hij reeds een betrekking van onbepaalde duur of ten minste tot het einde van het schooljaar bij een andere inrichtende macht bezet, mag hij er blijven.

Indien een betrekking definitief vacant wordt bij de inrichtende macht die de betrokken persoon ter beschikking heeft gesteld en indien laatstgenoemde reeds een betrekking van onbepaalde duur of ten minste tot het einde van het schooljaar bij een andere inrichtende macht bezet, is hij ertoe gehouden deze nieuwe betrekking te aanvaarden.

Hij mag echter zijn ambt pas na afloop van het schooljaar opnemen, behoudens instemming van beide inrichtende machten.

HOOFDSTUK V. — Aan reëfectatie onttrokken betrekkingen

Art. 16. Moeten niet aan de in hoofdstuk VI bedoelde reëfectatiecommissies aangegeven worden, de betrekkingen bekleed door de personeelsleden die bij het einde van het voorgaande schooljaar 600 dienstdagen tellen in een ambt van de betrokken categorie, gespreid over minstens drie schooljaren en berekend volgens de voorwaarden vastgesteld in artikel 34 van het decreet dd. 6 juni 1994 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs.

HOOFDSTUK VI. — Reëfectatieorganen

Art. 17. § 1. Er wordt bij het "Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation" een centrale reëfectatiecommissie voor het officieel gesubsidieerd onderwijs in het leven geroepen.

Deze bestaat uit negen werkende leden die de inrichtende machten vertegenwoordigen en uit negen werkende leden die de representatieve verenigingen van de personeelsleden vertegenwoordigen.

Het voorzitterschap wordt waargenomen door een ambtenaar van het departement, die door de Minister wordt aangesteld, met een graad van minstens rang 13.

Voor het secretariaat zorgt een ambtenaar van het departement, die door de Minister wordt aangesteld.

De Voorzitter en de Secretaris hebben raadgevende stem.

Elk werkend lid kan door een plaatsvervanger worden vervangen.

De centrale commissie maakt haar huishoudelijk reglement op, dat aan de Minister ter goedkeuring wordt voorgelegd.

De centrale commissie mag in geen geval opvoedkundige bedenkingen uitbrengen.

§ 2. De centrale reëfectatiecommissie :

1° voert de externe reëfectaties van ter beschikking gestelde personeelsleden uit door aanstellingen van ambtswege in alle onderwijsniveaus;

2° bekrachtigt de door de zonecommissies voor reëfectatie uitgevoerde externe reëfectaties;

3° roept voorlopig in actieve dienst een ter beschikking gesteld personeelslid terug volgens de in artikel 12 vermelde regels;

4° oordeelt over de aanvraag om niet-verlenging van de in artikel 11, § 4, 2e lid, 2e en 3e streepje, bedoelde reëfectaties;

5° spreekt zich uit over het beroep door de inrichtende machten of door de personeelsleden ingediend, inz. tegen de reëfectaties en de voorlopige terugroeping in actieve dienst die aan de voorwaarden van artikel 15, § 1, lid 2, en § 2 beantwoorden;

6° spreekt zich uit over de bijzondere situaties die in verband staan met de toepassing van dit besluit.

Er wordt voor elke onderstaande zone een zonecommissie in het leven geroepen :

Zone 1 : Provincie Waals-Brabant en Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Zone 2 : Provincie Henegouwen;

Zone 3 : Provincie Luik;

Zone 4 : Provincies Namen en Luxemburg;

Zone 5 : Officiële inrichtingen van confessionele aard.

1° Elke zonecommissie maakt haar huishoudelijk reglement op, dat ze de Minister tot wiens bevoegdheid de statuten van het officieel gesubsidieerd onderwijs behoren, ter goedkeuring voorlegt.

Het huishoudelijk reglement bepaalt inz. de samenstelling en de werking van de commissie.

2° De zonecommissies voor reffectatie hebben als opdracht :

— de ter beschikking gestelde personeelsleden te reffecteren in elke binnen de zone gelegen inrichting;

— de ter beschikking gestelde personeelsleden voorlopig in dienst terug te roepen volgens de in artikel 12 vermelde regels.

3° In geen geval mogen de zonecommissies opvoedkundige bedenkingen uitbrengen.

Op hun verzoek en vóór de vergaderingen verkrijgen ze de administratieve documenten die het hun mogelijk maken met kennis van zaken zitting te hebben en inz. het bestaan van vacante betrekkingen na te gaan.

HOOFDSTUK VII. — Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen

Art. 18. Voor het schooljaar 1995-1996 is de uiterste datum van 30 juni 1995, bedoeld in artikel 19, niet van toepassing.

Art. 19. De inrichtende macht die een tijdelijk personeelslid werft of in dienst houdt in een betrekking toegewezen door reffectatie of voorlopige terugroeping in dienst, verliest het voordeel van de weddetoelage, toegekend aan dit tijdelijk personeelslid

De weddetoelage wordt 10 dagen na de aanvaarding van de door de zonecommissies of de centrale commissie voor reffectatie aangeboden betrekking niet meer toegekend.

Art. 20. Voor de personeelscategorieën, bedoeld in artikel 1, 4° wordt het koninklijk besluit dd. 27 juli 1976 tot reglementering van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtweddetoelage in het gesubsidieerd onderwijs opgeheven wat de niveaus en de onderwijsvormen bedoeld bij dit besluit betreft.

Art. 21. De Minister tot wiens bevoegdheid het statuut van het personeel van het officieel gesubsidieerd onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 22. Dit besluit treedt op 1 september 1995 in werking.

Brussel, 28 augustus 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,

J.P. GRAFE

F. 95 - 3001

[S - C - 29553]

28 AOUT 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, supérieur de type court et artistique libres subventionnés

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, modifiée en dernier lieu par le décret de la Communauté française du 22 décembre 1994;

Vu le décret de la Communauté française du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire à horaire réduit;

Vu le décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, modifié par les décrets du 22 décembre 1994 et du 10 avril 1995;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 1995;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 1995;

Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements libres d'enseignement moyen ou d'enseignement normal subventionnés, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 novembre 1993;